



Projet “*Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke*”.

RAPPORT DE L’EVALUATION RAPIDE DU PROJET

DECEMBRE 2011

1. CONTEXTE

“Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke” est un des 18 projets mis en œuvre au Burundi avec l’appui du Fonds Fiduciaire de Consolidation de la Paix (FFCP) et du PNUD. Sous la tutelle du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, le projet a été exécuté avec l’appui du PNUD. Le budget du projet s’élevait à US\$ 3.180.593 dont US\$ 1,787,553 provenant du FFCP, US\$ 11.040 du Gouvernement et US\$ 1.382.000 du PNUD.

Malgré la signature de l’Accord d’Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi en août 2000, la poursuite des hostilités dans les trois provinces de l’Ouest du pays, n’a pas permis au Gouvernement et ses partenaires d’y réaliser des programmes de réintégration socio-économique des sinistrés. C’est ce qui explique le démarrage tardif des activités du projet en juin 2009.

Pour atteindre les résultats du projet, une des stratégies adoptée pour la mise en œuvre des activités a été l’approche 3 x 6, bâtie sur trois (3) principes organisationnels : inclusion, appropriation et durabilité et de six (6) étapes distinctes : enrôlement, génération de revenu rapide, épargne, engagement dans des efforts conjoints (joint-ventures), investissement et accroissement des marchés.

L’**inclusion** comporte une dimension individuelle et une dimension collective. L’inclusion individuelle se rapporte à la *participation volontaire* des populations affectées par le conflit à la réhabilitation d’infrastructures sociales. L’inclusion collective implique la définition d’une vision de développement *menée par la communauté* en rapport avec le Plan Communal de Développement Communautaire (PCDC) qui définit les priorités de développement des communautés dans un scénario post-conflit. Ces interventions génèrent des *dividendes communautaires* qui bénéficient à tous les membres de la communauté, même à ceux qui ne participent pas d’une manière directe aux activités de reconstruction communautaire.

L’**appropriation** se porte garant pour que les membres de la communauté qui participent à la réhabilitation des infrastructures sociales s’organisent eux-mêmes pour mettre en place une activité économique afin de garantir des revenus *futurs*, basés sur leurs propres intérêts, leurs compétences, le potentiel économique de la communauté et sur une évaluation des options les plus abordables.

La **durabilité** se réfère à l’idée de *faire des choix* parmi différentes opportunités, d’*accéder aux marchés* afin d’augmenter les revenus et de générer de *l’emploi durable*. La somme totale possédée par le groupe est ensuite triplée par le projet et une étude de faisabilité est conduite afin de confirmer que l’idée du projet proposé est économiquement viable et que l’accès à un marché local est garanti.

La clôture opérationnelle du projet est intervenue le 31 décembre 2010. La mise en œuvre du projet a permis de mobiliser des fonds complémentaires (PNUD, BCPR et Gouvernement japonais) qui ont permis de consolider les acquis de l’intervention PBF dans la même zone d’intervention. Les activités résiduelles du fonds PBF ainsi que celles réalisées sur financement PNUD, BCPR et Gouvernement japonais se poursuivront jusqu’au 31.12.2011.

C’est dans ce cadre que le Comité de Pilotage Conjoint (CPC) des Projets de Consolidation de la Paix a demandé une évaluation rapide pour mieux apprécier l’apport des différents financements après la clôture

opérationnelle de la composante PBF. Cette évaluation vise à identifier spécifiquement la contribution du Fonds de Consolidation de la Paix à ce projet catalytique pour renforcer les possibilités de mobilisation des fonds complémentaires pour la réintégration des personnes affectées par les crises au Burundi. De plus, le Comité de Pilotage Conjoint, lors de sa réunion du 21 avril 2011 a recommandé que la clôture du projet dans sa composante PBF puisse être complètement clôturée avant le démarrage du nouveau programme *Réintégration*.

L'évaluation rapide du projet a eu lieu les 25, 26 et 27 octobre 2011 et a couvert les trois provinces d'intervention du projet, à savoir Bubanza, Bujumbura Rural et Cibitoke. Les principales réalisations du projet *“Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke”* et celles des financements complémentaires sont reprises dans l'annexe 3 du présent rapport.

2. OBJECTIFS :

- Etablir les résultats atteints à la clôture opérationnelle du projet en décembre 2010 ;
- Indiquer les actions poursuivies ou entreprises après décembre 2010 avec les financements complémentaires (Japon, BCPR) et dans quelle mesure elles ont contribué à la consolidation des acquis de la composante PBF;
- Evaluer les résultats atteints.

3. RESULTATS ATTENDUS :

- ✓ La contribution du projet dans la réintégration du groupe cible et l'effet catalytique du projet sont mis en exergue ;
- ✓ Les leçons apprises et les bonnes pratiques sont portées à la connaissance des acteurs et des bénéficiaires pour une meilleure appropriation et exploitation par les programmes ultérieurs.
- ✓ Avoir un même niveau d'information et une compréhension commune sur les résultats du projet en vue d'assurer la pérennisation des acquis et la mobilisation de fonds complémentaires ;
- ✓ Profiter de l'occasion pour apprécier les résultats des projets PBF présents dans la zone d'intervention du projet *“Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke”*.

4. METHODOLOGIE :

L'évaluation a utilisé les méthodes d'évaluation rapide ci-après:

- a.) L'**entretien semi-structuré** qui a permis à l'équipe d'évaluation d'obtenir des informations face-à-face avec les bénéficiaires, individuellement ou en petit groupe en recourant à une série de questions générales préalablement conçues pour guider les conversations.
- b.) L'**observation directe** pour avoir des informations directes en visitant les réalisations sur les lieux des projets afin de constater ce qui a été réalisé et tirer les leçons.

L'équipe d'évaluation était composée de 14 personnes représentant les structures clés impliquées dans la coordination et la mise en œuvre du projet, à savoir le Comité de Pilotage Conjoint dans sa diversité (Gouvernement, Système des Nations Unies, Partenaires internationaux, Société civile), Groupe d'Experts, Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, PNUD, Membres du Comité Technique de Suivi, Membres de l'équipe du projet, l'Unité Suivi et Evaluation du BNUB et le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage Conjoint. L'équipe a été scindée en deux pour des raisons d'efficacité et d'efficience : il est conseillé de faire une évaluation avec un petit groupe et la répartition en 2 groupes a permis de couvrir les 3 provinces en 3 jours.

Chaque groupe comprenait :

- 1 Chef de mission;
- 1 Coordonnateur technique qui orientait les conversations avec les questions principales ;
- 3 Membres de l'équipe qui pouvaient intervenir avec des questions d'approfondissement ;
- 2 Rapporteurs pour la restitution textuelle des échanges. A chaque fin de journée, les équipes se retrouvaient pour (i) évaluer le travail de la journée, (ii) faire le croisement des données visant la validation des notes des rapporteurs et (iii) voir comment améliorer le travail du lendemain.

5. OUTILS POUR LA COLLECTE D'INFORMATIONS

Les outils suivants ont été utilisés:

- Guide de l'évaluation ;
- Documents de référence : Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix, document de projet, rapport de fin de projet, etc. ;
- Autres documents : synthèse des réalisations dans les 3 provinces, les données statistiques, la liste des personnes à rencontrer.

6. CATEGORIES DE PERSONNES RENCONTREES.

Une fois sur terrain, l'équipe d'évaluation s'est dirigée au bureau du Gouverneur pour une visite de courtoisie où les équipes ont été accueillies par le Gouverneur ou un de ses Conseillers. Le but de l'évaluation rapide leur a été exposé et l'autorité provinciale a exprimé ses impressions par rapport aux résultats et réalisations du projet. Selon le plan de la visite, l'équipe a ensuite rencontré les

Administrateurs communaux, les membres des Comités Communaux de Développement Communautaires (CCDC), les Agences Communautaires d'Encadrement (ACE), les bénéficiaires directs (Ex-combattants, démobilisés, Membres des Communautés d'Accueils, habitants des sites de déplacés) ainsi que les bénéficiaires indirects. L'évaluation s'est terminée sur un entretien avec le Directeur Général en charge de la réintégration au Ministère de la Solidarité Nationale, de Droits de la Personne Humaine et du Genre.

La mission s'est bien déroulée ; l'administration, les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre ont été disponibles et se sont exprimés librement. Ils donnent une appréciation positive des appuis du projet PBF « *“Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke”* ». Néanmoins, presque tous s'accordent à demander d'autres appuis parce que le projet n'a appuyé qu'un petit nombre par rapport aux nécessiteux.

7. ANALYSE ET TENDANCE DES INFORMATIONS RECUEILLIES PENDANT LES INTERVIEWS ET OBSERVATIONS DE QUELQUES REALISATIONS DU PROJET

7.1. LES FORCES DU PROJET

La région couverte par le projet était parmi les régions les plus touchées par le conflit. Avec le retour progressif à la paix, la plupart des personnes réfugiées, déplacées ou qui avaient rejoint la rébellion ont regagné leur milieu d'origine. Il était donc question de chercher à occuper ce groupe cible pour qu'il puisse oublier le passé et se concentrer sur les choses plus utiles aussi bien pour leur communauté que pour leurs familles, renforçant ainsi leur intégration économique et sociale.

Dès le début, le projet *“ Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke ”* a apporté des appuis aux communautés sous formes de microprojets réalisés en faveur des ex-combattants, des rapatriés et des vulnérables et la communauté en général. Ces microprojets étaient les suivants: réhabilitation des infrastructures communautaires (pistes rurales, marchés, écoles primaires, collèges, terrains de sport), reboisement dans les Communes, construction des maisons pour les vulnérables. Tout en procurant un revenu aux bénéficiaires, le projet a donné la possibilité aux personnes affectées par le conflit de se mettre ensemble pour la mise en œuvre et de s'organiser de préférence en associations pour développer des activités génératrices de revenus qui ont été bénéfiques aux bénéficiaires directs et indirects.

Les séances de sensibilisation à la cohésion sociale ont permis d'amener les personnes affectées par le conflit à travailler ensemble, mieux se connaître, apprendre à vivre en harmonie dans la communauté tout en leur donnant l'opportunité d'améliorer leurs conditions de vie à travers l'initiation d'activités génératrices de revenus. Le regroupement des bénéficiaires en association à

travers le Service de Reconstruction Communautaire a contribué à la cohésion sociale, à la stabilisation et sécurisation du processus électoral de 2010. Le projet a aussi créé et/ou renforcé un esprit d'équipe et d'entrepreneuriat local à travers les différentes associations formées dans le cadre du Service de Reconstruction Communautaire (SRC), et réveillé un enthousiasme des bénéficiaires à s'approprier l'entretien des infrastructures publiques et à travailler pour gagner sa vie honnêtement.

7.2. RENFORCEMENT DES CAPACITES

La mise en œuvre du projet a été très participative, impliquant toutes les parties prenantes (Ministère bénéficiaire, Agence des Nations Unies d'exécution, agents communautaires d'encadrement, les communes, les membres de la société civile ainsi que les bénéficiaires directs et indirects). Chacun de ces groupes avait une expertise propre qu'il a mis au profit du projet. L'esprit de travail en équipe a été beaucoup encouragé, ce qui a permis un transfert des connaissances à l'intérieur du projet qu'à l'extérieur.

- **Renforcement des capacités de planification et de coordination du MSNDPHG**

Le projet a appuyé le Ministère de tutelle dans différents domaines en matière de planification et coordination: la mise en place du Secrétariat du Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire, Rapatriement et Réintégration (GSRCCR) ; équipement (outils informatiques, matériels de bureau, communication); formulation de la Stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit et formulation du plan d'action de sa mise en œuvre. Ceci a contribué en partie à l'amélioration de la qualité des services rendus par ledit Ministère.

- **Renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre**

En plus des principaux partenaires que sont les Ministères de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, du Plan et Développement Communal, de la Décentralisation, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, les Gouverneurs de province, les administrations communales ; le projet a fait appel aux membres des CCDC ainsi qu'aux ONGs et associations locales pour accompagner toutes les activités du projet dans un rendez-vous du "donner et du recevoir". Les CCDC ont acquis de nouvelles connaissances pour gérer et suivre un micro projet et de produire un rapport de qualité. En encadrant les activités HIMO ou les associations, les partenaires ont renforcé leurs capacités à accompagner les initiatives communautaires.

Les appuis apportés par le projet ont également renforcé les capacités opérationnelles des Communes qui ont participé à la conception et mise en œuvre du projet. D'après les discussions avec les personnes ressources, il semblerait que certaines Communes ont vu leurs recettes augmenter pour avoir participé à la construction ou réhabilitation d'infrastructures communautaires en tant que maître d'ouvrage. La responsabilisation des communes dans la réhabilitation des marchés leur a permis de générer des ressources supplémentaires, d'être plus autonomes et plus

efficaces pour livrer des services de qualité à la population. Le transfert aux communes du matériel utilisé dans la réhabilitation/reconstruction des infrastructures publiques a été une approche vers l'appropriation nationale et la pérennisation.

La sous-traitance avec les associations locales ayant une bonne expérience en matière de gestion, réintégration, cohabitation pacifique et résolution des conflits a permis à celles-ci de grandir en termes de confiance en soi et d'amélioration des connaissances techniques.

- **Renforcement des capacités des bénéficiaires directs du projet**

Le renforcement des capacités des bénéficiaires s'est fait à plusieurs niveaux : (i) par le biais du volet sensibilisation/formation des bénéficiaires en gestion de projet, résolution pacifique des conflits, et a permis aux bénéficiaires d'avoir des connaissances qui leur permettront de pérenniser les résultats du projet et assurer la stabilité en terme de sécurité, (ii) un transfert du savoir-faire grâce à l'exécution des activités de réhabilitation des infrastructures communautaires (pistes rurales, écoles, terrains de sport...) et (iii) par le travail en association, les bénéficiaires ont appris les notions élémentaires de bonne gestion (notion de capital/épargne et crédit, planification, décisions collégiales, gestion des conflits liés à la gestion de biens communs...) ; un atout pour pérenniser les activités en mettant à profit les connaissances acquises durant la mise en œuvre et avec l'appui technique des Agences Communautaires d'Encadrement (ACE). Les associations partenaires se sont également dotées de règlement d'ordre intérieur ; ce qui garantit un minimum de discipline, transparence et démocratie dans la gestion des activités et des revenus.

- **Amélioration de l'environnement sécuritaire**

A travers les séances hebdomadaires de sensibilisation qui ont été organisées par le projet, les communes ont acquis des connaissances en résolution pacifique des conflits qui ont permis d'accroître la confiance des uns et des autres pour contribuer à améliorer la sécurité.

Les membres des associations ont affirmé que les ex-combattants, membres des associations sont engagés pour le travail rémunéré. L'appui apporté aux adultes associés au Palipehutu-FNL fraîchement démobilisés et le regroupement avec d'autres catégories de la population ont contribué à l'amélioration de la sécurité dans les zones d'intervention. L'accès au revenu et le fait d'être accepté dans la communauté leurs ouvrent de nouvelles perspectives et leurs permettent d'avoir une meilleure vision de leur avenir. Ils ne pensent plus aux divers actes de sollicitations politiciennes, banditisme et de violence dont ils étaient antérieurement accusés. « *Je suis parti au maquis parce que je croyais que j'allais gagner ma vie. Maintenant que je suis retourné à l'école et que j'ai un travail, je ne serai plus tenté d'y retourner* » - M.E, Adulte associé au FNL. Ils servent en outre de modèle pour les ex-combattants qui n'ont pas eu la chance d'être bénéficiaires du projet. Les séances de sensibilisation et de formation ont renforcé leur sens de responsabilité citoyenne et facilité leur réintégration dans la communauté d'accueil ce qui a contribué à l'amélioration de l'environnement sécuritaire.

- **Promotion de l'entrepreneuriat local**

L'un des objectifs du projet était d'occuper les personnes qui ont été affectées par le conflit et de les mettre ensemble pour mieux se connaître et se comprendre. Le projet visait aussi l'amélioration des conditions de vie des groupes cibles par le renforcement de leur pouvoir économique notamment à travers la création des Activités Génératrices de Revenus (AGR). L'implication de ces personnes dans les activités de réhabilitation des infrastructures communautaires leur a permis de gagner de l'argent dont une partie était épargnée afin d'avoir plus tard l'opportunité de mettre sur pied des activités génératrices de revenu. Ils avaient le choix d'évoluer individuellement ou de s'organiser en associations.

La mise sur pied d'associations a permis de créer de petites unités de production qui demain pourraient devenir plus rentables (culture de riz, élevage de poules, de caprins, etc....). Partis de rien, certains membres d'associations parlent aujourd'hui d'opportunités de développer leurs associations. Malgré l'extrême pauvreté de la plupart des bénéficiaires, la majorité comprend que des efforts pour rentabiliser leur activité viennent avant le partage des bénéfices. Certains bénéficiaires ont étendu les activités et créé de l'emploi pour la communauté. Ils savent qu'ils doivent subvenir à leurs besoins et épargner une partie pour avoir accès aux crédits. Néanmoins, beaucoup d'association ont encore besoin d'un accompagnement pour grandir.

- **Cohésion sociale**

Le projet a créé des opportunités de mettre durablement ensemble des groupes de gens qui entretenaient avant des relations de méfiance (ExC, Déplacés, population d'accueil). Par le biais d'un travail salarié, les différentes catégories de gens se sont organisées en associations pour jeter les bases d'un avenir meilleur commun. Les échanges continus au jour le jour ont accru la confiance des uns et des autres et la peur du lendemain a cédé la place à l'esprit d'équipe.

Le choix des bénéficiaires avec la participation de la communauté, qui visait les gens les plus vulnérables est également un facteur favorisant la cohésion sociale car il permet de réduire les écarts entre le niveau de vie des populations et de renforcer l'entraide sociale. « *Mon souhait est que les autres vulnérables puissent bénéficier de maison parce qu'ils vivent des conditions difficiles ici* » Mme MR. N, bénéficiaire de maison dans le site de Muyange II.

- **Amélioration des conditions de vie de la communauté**

Le projet a été bénéfique, économiquement et socialement. Les démobilisés et les ex-combattants ont été regroupés en associations qui leur ont procuré un revenu. Ils ont aussi reçus des crédits qui ont renforcé le pouvoir économique des personnes vulnérables avec une proportion importante de femmes chef de ménage. Les bénéficiaires, que ce soient les ExC, les rapatriés ou les autres

personnes vulnérables issues de la population d'accueil affirment qu'ils n'avaient rien avant le projet et que grâce à ce dernier certains ont un toit, et tout le monde arrive à nourrir, habiller sa famille et envoyer les enfants à l'école. *« Actuellement je parviens à manger deux fois par jour, alors qu'avant c'était des fois difficile de manger même une fois par jour. »* - N.A., Association Ikangure 2 de Gahwazi I/Commune Mpanda – Elevage de chèvres.

Il a été constaté que les retombées du projet ne touchaient pas seulement les bénéficiaires directs mais qu'elles touchent aussi la communauté en général par la livraison de services de qualité (marchés, écoles, terrains de sport, pistes réhabilitées ou construites). Les unités de production nées avec les associations permettent aux marchés d'être approvisionnés et tout le monde y trouve son compte. La culture du riz par exemple permet de créer et de renforcer d'autres activités commerciales comme le décorticage et le commerce. Les communautés locales savent que le reboisement diminue l'érosion des sols et devient un des moyens pour augmenter la production agricole. Les associations formées et agréées au niveau des communes sont des cadres importants pour le développement local.

- ***Pérennisation des acquis du projet***

Le projet « P3P » est le dernier des 18 projets mis en œuvre au Burundi dans le cadre de la Consolidation de la Paix. Ayant bénéficié des leçons apprises au cours de la mise en œuvre des projets antérieurs, notamment la faiblesse des stratégies pour rendre pérennes les acquis, le projet P3P a dès le départ renforcé l'implication des structures qui seront plus tard appelées à prendre la relève à la clôture du projet (MSNDPHG, les autres ministères techniques, l'administration locale, les CCDC, les ACE). Sur terrain, nous avons trouvé une administration qui collabore avec les bénéficiaires du projet. Elle fait le suivi et donne des conseils et dans certains endroits, elle a mis à la disposition des parcelles pour permettre la mise en œuvre de certaines activités génératrices de revenus. Il faut aussi noter qu'afin de renforcer l'appropriation nationale et la pérennisation, le matériel utilisé dans la réhabilitation/reconstruction des infrastructures publiques a été cédé aux communes après la clôture des activités du projet. Leurs capacités opérationnelles et techniques ont ensuite été renforcées pour suivre les bénéficiaires pendant et après la clôture du projet.

Les administratifs font des visites de terrain pour superviser les activités agricoles des bénéficiaires des appuis techniques et des pesticides. Le fait que certaines associations font appel à des services payants a été constaté avec satisfaction. Cela démontre une capacité d'adaptation par rapport aux lois du marché. Dans la même logique, certaines associations ont affirmé ne pas avoir beaucoup de besoin, le plus grand apport étant leur force de travail : *“si nous pouvions avoir accès au crédit au bon moment, cela nous aiderait beaucoup car les intrants agricoles constituent nos besoins essentiels en apports extérieurs”*. Les vulnérables appuyés ont maintenant une vision claire de ce qu'ils veulent faire et des moyens nécessaires pour y arriver. *« Nous avons commencé la riziculture sur un terrain en location de 1/2ha, la seconde année on a loué le double et notre souhait est d'augmenter le capital pour avoir plus de terrain »*. - M.E, 20 ans, démobilisé, élève, président de l'Association Girumwete basée en Commune Rugazi.

Néanmoins, le non accès aux terres cultivables constitue un handicap majeur pour les associations à vocation agricole et les familles bénéficiaires des maisons dans les villages. Aussi, un bon nombre d'associations n'arrivent pas à envisager le développement de leur microprojet en dehors de l'appui du projet ou d'autres appuis extérieurs.

7.2. FAIBLESSES ET CONTRAINTES DE LA CONTRIBUTION DU PROJET

Par rapport aux faiblesses, il a été noté :

- Des capacités limitées pour les Agences Communautaires d'Encadrement (ACE) d'assumer leur rôle ;
- Des faiblesses dans l'identification des infrastructures communautaires et la sous-évaluation de certaines activités et leur programmation dans de mauvaises saisons (réhabilitation des pistes rurales et des terrains en saison sèche);
- La sous-estimation du temps de mise en œuvre des travaux du service de reconstruction communautaire (3mois) ;
- La faiblesse dans le suivi et l'encadrement des bénéficiaires et des associations formées suite à la fin des contrats de partenariat pour le suivi avec les ACE et d'autres partenaires de mise en œuvre.

Certaines contraintes pourraient réduire l'impact du projet :

- La pérennisation des acquis du projet pourrait être compromise par le fait que les bénéficiaires et les structures d'appui (Administration, ACE, Techniciens...) ont un esprit toujours tourné vers les appuis extérieurs ;
- L'extrême pauvreté des membres des associations, aggravée par l'ignorance des principes de bonne gestion, est une contrainte permanente pour la croissance des associations. Un accompagnement sur une plus longue période est nécessaire.

8. EFFETS CATALYTIQUES DU PROJET

Grâce aux résultats atteints par la mise en œuvre du projet financé par PBF, des fonds complémentaires ont été mobilisés auprès de BCPR et du Gouvernement japonais (Voir annexe 3).

Mais il est difficile d'apprécier correctement les effets catalytiques de ces fonds dans la mesure où le déficit à combler ou d'éventuels nouveaux résultats attendus n'ont pas été formulés au préalable. Il y a par exemple des microprojets inachevés et d'autres dont les résultats avaient besoin d'être renforcés (Village de paix sans accès à l'eau potable, sans toilette...) qui auraient dû être prioritaire dans le cadre des financements complémentaires. Le PNUD a informé les membres de l'équipe d'évaluation qu'un rapport financier qui donne les détails sur l'utilisation de chaque financement existe.

9. APPORTS DES AUTRES PROJETS PBF

La plupart des bénéficiaires rencontrés ne connaissent que le projet qui les appuie ! Le projet PBF Réhabilitation du rôle de la “Femme” dans le processus de réconciliation et reconstruction communautaire a été cité 2 fois notamment par l’Association Dushigikirane de Gitaza de séchage et commerce du poisson appuyée antérieurement par ce projet. Elle a été sollicitée par la FAO, dans le cadre de la mise en œuvre du projet P3P pour intégrer un groupe de démobilisés et de rapatriés. Avec l’intégration de 45 rapatriés, aujourd’hui l’association compte 70 membres et fonctionne avec les 2 capitaux gérés distinctement (le capital de l’ancienne association et celui de l’association agrandie sont gérés séparément).

10. LECONS APPRISES

- La mise en œuvre du projet implique la disponibilité des services aux bénéficiaires qui méritent d’avoir des informations concrètes sur le champ d’action de chaque activité. Il est donc nécessaire d’avoir une meilleure communication pour que ces bénéficiaires comprennent l’apport du projet ;
- Le renforcement de la gestion des différents appuis pourrait optimiser l’utilisation des financements de plusieurs bailleurs ;
- Le travail en association est une bonne approche qui au-delà de procurer des revenus aux bénéficiaires devient un cadre d’échange sur d’autres sujets d’importance socio-économique pour la communauté ;
- Le processus participatif d’identification des besoins, de sélection des projets, d’approbation et de suivi par le CCDC est la meilleure approche d’associer les bénéficiaires dès le départ pour une appropriation effective ;
- Les bénéficiaires du projet P3P, et particulièrement les ex-combattants, ont été sollicités à des manipulations politiciennes lors du scrutin électoral 2010 mais ils ont préféré se concentrer sur les activités du P3P. Ainsi, à des moments opportuns de la vie d’un pays, les activités telles que le P3P devraient être soutenues afin de contribuer considérablement à la consolidation de la paix dans les zones cibles d’un projet (grâce à la création d’emploi temporaire via les travaux HIMO et les microprojets à un moment) ;
- Les bénéficiaires du projet P3P proviennent de différentes couches sociales (déplacés, ex-combattants FNL, rapatriés, démobilisés, vulnérables etc....) et semblent ravis d’avoir créé et maintenu des liens d’amitiés et de travail (grâce aux associations créées) bien au-delà des activités du projet P3P. Il apparaît certain que le modèle du projet renforce considérablement la cohésion entre bénéficiaires et indirectement celle de la population environnante ;
- La mise en place et le respect des règlements d’ordre intérieur au sein des associations semblent avoir été bien appliqués et ont fait mieux comprendre la notion de vie démocratique et de transparence à des bénéficiaires non habitués à ce type de procédé. Ainsi, le principe d’une « présidence » tournante semble être appréciée au sein d’une association tout comme le principe de transparence à travers la présentation des recettes du projet (microprojet notamment) et les décisions concernant la vie d’un projet (gestion transparente du compte du projet) ;

- La création d'emplois temporaires génère des opportunités économiques durables pour les populations affectées par le conflit à travers des appuis à la reconstruction communautaire, la promotion de la cohésion sociale ;
- La stabilité et la sécurité constituent un préalable à toutes autres initiatives visant le redressement socioéconomique d'un pays en situation post conflit ;
- Il est impératif d'assurer un revenu minimum aux populations afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins. Une stratégie viable est d'encourager l'épargne au lieu du crédit. Le « Schéma 3x6 » aura efficacement contribué à engager un processus de responsabilisation des communautés locales et de partage des risques à travers des investissements réalisés dans des secteurs productifs sur base des épargnes constituées(25%) par les bénéficiaires et des subventions(75%) . La consistance des montants épargnés rend aléatoire l'octroi des subventions ;
- Dans le cadre du Service de reconstruction communautaire, la prise en compte des Plans Communaux de Développement Communautaire des communes permet de mieux orienter les microprojets vers les secteurs prioritaires. En donnant la priorité aux acteurs locaux dans l'exécution des projets, le PNUD a créé un cadre et engagé un processus d'appropriation locale qui a contribué au rétablissement des liens de confiance entre les RDExC, les populations d'accueil et les autorités locales ;
- Le meilleur indicateur d'une communauté paisible n'est pas seulement l'absence de violence, mais plutôt une communauté qui entreprend des activités productives. L'engagement dans des initiatives de développement communautaires transforme de manière positive les vies et les rapports humains.

11. RECOMMANDATIONS

- Prévoir des séances de communication sur le projet avec les bénéficiaires : au début pour expliquer la raison d'être, les partenaires et les étapes de mise en œuvre, les risques et les opportunités, les résultats attendus ainsi que la stratégie de pérennisation et à la fin de la mise en œuvre pour expliquer la clôture définitive du projet, les résultats atteints et la stratégie de pérennisation des acquis convenue entre l'Agence de mise en œuvre et le Ministère de tutelle ;
- Améliorer la communication entre les structures de coordination et de mise en œuvre et aussi avec les bénéficiaires;
- Mettre en valeur les différents bailleurs sur les outils de communication produits dans le cadre du projet (documents, pancartes, dépliants, etc....) ;
- Améliorer l'approche 3x6 pour plus d'efficacité et d'efficience (accroître le nombre des bénéficiaires tout en augmentant le volume des réalisations) ;
- Séparer les documents des projets en cas de plusieurs financements successifs ;
- Multiplier les descentes sur terrain conjointes (structures de coordination et de mise en œuvre) ;
- Renforcer les capacités de gestion des partenaires locaux de mise en œuvre notamment les CCDC, ACE, associations et autres partenaires pour assurer l'accompagnement des associations avant, pendant et après le projet pour qu'il y ait pérennisation des acquis;

- Renforcer les capacités des Communes, des Agences Communautaires d'encadrement et des membres des associations pour induire un changement de vision par rapport à la durée du projet et la part de chacun pour la pérennisation des acquis ;
- Faire valoir les forces et capacités internes d'auto-développement ;
- Appuyer les associations bénéficiaires pour avoir un plan de développement à moyen et long terme. Les structures pérennes d'encadrement communautaire devraient aussi être appuyées pour l'élaboration de plan de suivi et de renforcement des acquis du projet et encourager les Communes à prévoir un budget conséquent ;
- Initier des activités non agricoles pour diminuer les pressions et les spéculations sur la terre Etendre les appuis à la réintégration aux autres démobilisés des autres anciens mouvements armés ;
- Sensibiliser davantage les populations sur la gestion des microprojets et le recours aux crédits auprès des Institution de micro finance ;
- Avant la fin du projet, il serait bon d'appuyer les associations bénéficiaires pour avoir un plan de développement à moyen et long terme. Les structures pérennes d'encadrement communautaire devraient aussi être appuyées pour l'élaboration de plan de suivi et de renforcement des acquis du projet et encourager les Communes à prévoir un budget conséquent ;
- Procéder à une évaluation externe tel que prévu dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Annexes :

1. Equipe d'évaluation
2. Communes, personnes et micro projets visités
3. Principales réalisations du projet et contributions des financements complémentaires
4. Points de vue des interviewés

Sigles et acronymes

ACE:	Agence Communautaire d'Encadrement
AGR :	Activités Génératrices de Revenus
BCPR:	Bureau for Crisis Prevention and Recovery Overview
CCDC :	Comité Communal de Développement Communautaire
COOPEC :	Coopérative d'Epargne et de Crédit
CS :	Centre de Santé
CNTB :	Commission Nationale des Terres et Autres Biens
CPC :	Comité de Pilotage Conjoint
CTS :	Comité Technique de Suivi
DAGROPAS :	Développement Agro-pastoral et Sanitaire

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

EP :	Ecole Primaire
FAO :	Organisation Mondiale pour l'Alimentation et l'Agriculture
FFCP :	Fonds Fiduciaire de Consolidation de la Paix
FNL :	Front National de Libération
GSRRR :	Groupe Sectoriel Relèvement Communautaire, Rapatriement et Réintégration
HIMO :	Haute Intensité de Main-d'œuvre
MCAs :	Membres des Communautés d'Accueil
MSNDPHG :	Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PCDC :	Plan Communal de Développement Communautaire
PBF:	Peace Building Fund
P3P :	Projet dans trois Province (Bubanza, Bujumbura et Cibitoke)
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDExC :	Rapatriés, Déplacés, Ex-Combattants
SRC :	Service de Reconstruction Communautaire
VRI :	Villages Ruraux Intégrés

ANNEXES DU RAPPORT D’EVALUATION RAPIDE

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

ANNEXE 1

Equipe d'évaluation

Rôle	Bubanza 25-26 oct. 2011	Cibitoke 25-26 oct. 2011	Bujumbura Rural 27oct. 2011 : les 2 équipes ont convergé sur Buja Rural
Chef de mission	M. Nicodème Ntakiyica représentant M. Pamphile Muderega (Comité de Pilotage Conjoint)	Ambassadeur Adolphe Nahayo (Groupe d'Experts/CPC)	
Coordonnateur technique (Questions principales)	Mamadou Kante (BNUB/Suivi et Evaluation)	Chasieh Moses Nteh (BNUB/Suivi et Evaluation)	
Membres de l'équipe (Questions d'approfondissement)	- Ernest Ndayizeye (Comité de Pilotage Conjoint) - Harouna Dan Malam (PNUD) M. Yves Nindorera (Comité Technique de Suivi)	- Corneille Nkoripfa (MSNDPHG) - Vincent Niyungeko (Comité Technique de Suivi) - Vital Goumou - UNDP	
Rapporteurs	- Eric Nkurunziza (PNUD) - Bruno Gumyubumwe (Secrétariat Technique du CPC)	- Rémy Nsengiyumva (PNUD) - Constance Maregeya (Secrétariat Technique du CPC)	
Chauffeurs	Ntacomabaye Michel (BNUB)	Amrani Ramazani (ST/CPC)	

ANNEXE 2

COMMUNUES, PERSONNES ET MICRO PROJETS VISITES

COMMUNUES VISITEES

CIBITOKÉ	BUJUMBURA RURAL
Buganda Rugombo Murwi	Bugarama Isale Kabezi Muhuta

PERSONNES RENCONTREES

CIBITOKÉ	BUJUMBURA RURAL
Conseiller Economique du Gouverneur de Province	
Administrateurs Communaux ou leurs Conseillers	Administrateurs Communaux ou leurs Conseillers
Membres des CCDC	Membres des CCDC
Trois Représentants des Agence Communautaire d'Encadrement	
Un groupe des non bénéficiaires- Zone Ndava	

INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES ET MICRO-PROJETS VISITES

Cibitoke	Bujumbura Rural
Association Humura - Elevage de poules pondeuses par les membres de l'Association HUMURA à Ndava-Village	Association ACCP - Appui au renforcement de la filière de conditionnement, de transformation du poisson et a sa commercialisation de Gitaza en Commune de Muhuta
Association ADF-DUFATANEMUNDA - Culture du riz sur 4 ha - VRI Gateri en commune Baganda	
Association DUKOMEZUBUMWE MU MIGAMBI - Culture du riz à la Colline Rukana	

ANNEXE 3

PRINCIPALES REALISATIONS DU PROJET ET
CONTRIBUTIONS DES FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES

Type d'interventions	Principales réalisation Projet P3P/PBF		Réalisations Projet P3P/PBF + BCPR	P3P/Japon
	Prévisions	réalisations		
Service de reconstruction communautaire	- Au moins 6 infrastructures réhabilitées (CS, écoles, adduction d'eau)	- Réhabilitation du lycée d Kabezi - Construction latrines/Ecole primaires Kabezi I, Kabezi II et Kabezi III - Extension Ecole primaire Murago/Construction de 3 classes + bloc adm+ latrines - Extension Ecole primaire Ruvumu/Construction de 3 classes + mobilier + bloc adm + latrines - Extension Ecole primaire Giko/Construction de 3 classes + mobilier + Latrines - Extension Ecoles primaire Gifugwe/Construction de 3 classes + bloc adm + Latrines - Extension Ecole primaire Nyamabere/Construction de 2 classes + mobilier + bloc adm + Latrines	- 56 projets/5480 ExC & Vulnérables (pistes, reboisement, canalisation, aménagement marrais, assainissement, construction/réhabilitation marchés, terrain de sport, écoles)	- 114 projets/2.224 bénéficiaires

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Type d'interventions	Principales réalisation Projet P3P/PBF		Réalisations Projet P3P/PBF + BCPR	P3P/Japon
	Prévisions	réalisations		
Service de reconstruction communautaire		- Construction d'1 centre de santé/Kirengane 1 adduction d'eau sur 7.088 m/Colline Kagona		
Auto construction maisons	Construction 500 maisons pour vulnérables	Auto construction de 134 maisons construites/Déplacés, femmes vulnérables Construction de 75 maisons/femmes chefs de ménage Reconstruction 35 maisons du VRI Gateri emportées par les pluies + caniveaux d'assainissement Viabilisation et construction 66 nouvelles maisons en extension du VRI Gateri	171 construites	

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Type d'interventions	Principales réalisation Projet P3P/PBF		Réalisations Projet P3P/PBF + BCPR	P3P/Japon
	Prévisions	réalisations		
Micro projets/AGR		65 microprojets/1.281 bénéficiaires – Bubanza 49 microprojets/943 bénéficiaires - Cibitoke	Renforcement de la filière de transformation et de conditionnement du poisson Appui à 1 association de fabrication de savon Appui à 6 associations/Elevage chèvres Appui à 1 association/culture de riz fourniture d'intrants agricoles & petit cheptel à 106 ménages déplacés	65 Associations (1300 membres) de femmes vulnérables de ont bénéficié de la chaine de solidarité en élevage
Formation sensibilisation/Cohésion sociale	Ateliers formation & sensibilisation	Ateliers provinciaux/Réintégration socio économique		
		Ateliers dans 22 communes/Résolution pacifique des conflits		
	Stratégie de communication prenant en compte tous les acteurs a été	Campagne de sensibilisation et mobilisation communautaire		
		Réalisation d'un documentaire sur le SRC (3x6)		

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

Type d'interventions	Principales réalisation Projet P3P/PBF		Réalisations Projet P3P/PBF + BCPR	P3P/Japon
	Prévisions	réalisations		
	développée et mise en œuvre			
Renforcement des capacités de coordination/MSNDPHG			Appui à la formulation de la stratégie nationale de réintégration socio-économique des personnes affectées par le conflit (consultant international, ateliers de formulation et validation, et multiplication de 2000 exemplaires)	
			Appui à la mise en place du Secrétariat du Groupe sectoriel RCRR au Ministère (équipements et fournitures, internet & communications),	
			Appui à la formulation du plan d'action de mise en œuvre de la stratégie nationale de réintégration des personnes affectées par le conflit	

Source: projet P3P

ANNEXE 4

POINTS DE VUE DES INTERVIEWES

Equipe d'évaluation

1. Ambassadeur Adolphe Nahayo – Président du Groupe d'Experts / Comité de Pilotage Conjoint
2. Chasieh Moses Nteh – BNUB/Unité Suivi et évaluation
3. Corneille Nkoripfa - MSNDPHG
4. Vincent Niyungeko – ONUFEMMES/Comité Technique de Suivi
5. Vital Goumou - PNUD
6. Rémy Nsengiyumva - PNUD
7. Constance Maregeya - Secrétariat Technique du Comité de Pilotage Conjoint.
8. Mamadou Saliou Kante –BNUB/Unité Suivi et évaluation
9. Harouna Dan Malam –UNDP
10. Eric Nkurunziza –UNDP
11. Ernest Ndayizeye – Comité de Pilotage Conjoint
12. Yves Nindorera – Comité Technique de Suivi
13. Nicodène Ntakiyica – Comité de Pilotage Conjoint
14. Bruno Gumyubumwe – Secrétariat Technique/Comité de Pilotage Conjoint

Questions d'évaluation

a. Quel est l'apport du projet PBF P3P et les autres projets dans la zone concernée par l'évaluation ?

Informations à rechercher dans les différents rapports des projets (rapports trimestriels et annuels, compte rendu de réunion, des évaluations, etc.)

b. Quels sont les changements (Sentiments, perceptions, capacité) obtenus chez les groupes/institutions cibles des projets dans la zone concernée par l'évaluation?

- Perceptions des autorités communales et provinciales sur la réduction des conflits liés au retour y compris les conflits fonciers;
- Capacités des autorités à assurer l'intégration,
- Sentiments des bénéficiaires (rapatriés, déplacés, autres populations vulnérables) suite à leur intégration socioéconomique;
- Sentiment des bénéficiaires sur la cohésion sociale suite à la réalisation des travaux communautaires (réhabilitation / entretien des infrastructures).

Questions d'approfondissement :

A. Question d'interview au Ministère :

1. Quel renforcement de capacité nationale le projet a apporté en matière de politique, planification, coordination et suivi du processus de réintégration (**Action visée** : Renforcement de la capacité)

B. Questions d'interview aux Administrateurs et leurs équipes :

1. Quelle est la situation de l'environnement sécuritaire ? (**Action visée** : Environnement sécuritaire)
2. Parlez-nous de l'évolution de la promotion de l'entrepreneuriat local selon les appuis du P3P ou d'autres projets dans votre commune province (**Action visée** : Promotion à l'entrepreneuriat local)

C. Question d'interview aux Administrateurs et leurs équipes ; représentants des groupes vulnérables/communautés réintégrées/Sites Déplacés/Démobilisés/Bénéficiaires auto construction)

Expliquer comment l'ensemble des composantes (habitants) de la commune participe dans la gestion du projet ou les autres affaires de la commune ? (**Action visée** Cohésion sociale à travers la gouvernance locale, Les mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités locales est rétabli);

D. Question d'interview aux Administrateurs et leurs équipes/ représentants des groupes vulnérables/communautés réintégrées/Sites Déplacés/Démobilisés/Bénéficiaires auto construction)

L'amélioration des conditions de vie de la population et l'accès aux services sociaux de base (**Action visée** : Source d'eau, santé, hygiène, école,)

E. Question d'interview aux Administrateurs et leurs équipes/ représentants des groupes vulnérables/communautés réintégrées/Sites Déplacés/Démobilisés/Bénéficiaires auto construction)

Parlez-nous des activités productives que le projet P3P ou d'autres projets vous a aidé de relancer dans votre commune/Provinces (**Action visée** : AGRs)

F. Question d'interview aux Administrateurs et leurs équipes/ représentants des groupes vulnérables/communautés réintégrées/Sites Déplacés/Démobilisés/Bénéficiaires auto construction)

Comment les conflits sont-ils réglés dans les communes/Provinces (**Action visée** : mécanismes de dialogue, de prévention et résolution des conflits sont renforcés, et le climat de confiance entre les populations et les autorités locales est rétabli)

POINTS DE VUE DES INTERVIEWES : Axe Cibitoke



A la Province:

- **Conseiller Economique du Gouverneur**
 - ✓ Nous nous félicitons des activités du projet qui ont été réalisées dans les 16 communes de Cibitoke. Les réalisations sont palpables : pistes réhabilitées, marchés réhabilités à Mugwi et Buhayira, maisons pour les vulnérables construites, reboisement dans les Communes Mugwi, Rugombo et Baganda. 49 microprojets ont été réalisés en faveur des ex-combattants, des rapatriés et des vulnérables.
 - ✓ L'encadrement a été magnifique et il y a eu un bon suivi avec des visites régulières auprès des associations de la part des agents du PNUD.
 - ✓ Mais le projet va fermer, qui va assurer la relève ? Les agences communautaires de mise en œuvre n'ont pas les capacités requises. Demain, les membres des associations pourraient être tentés à se partager les biens des associations.
 - ✓ Pour assurer la pérennisation des acquis du projet, un représentant provincial du développement communautaire aurait dû être associé
- **James Samagorwa, Administrateur de Bukinanyana**
 - ✓ J'ai suivi toute les étapes du projet puisque je suis Administrateur de la Commune depuis 2005. Aujourd'hui c'est mon 2eme mandat. Le projet a réalisée des microprojets : 3 pistes rurales ont été réhabilitées par les adultes associés et les vulnérables avec l'objectif de

faciliter la cohabitation et pas mal de changements ont été observés notamment les AGR réalisées dans les mêmes associations par les adultes associés et les vulnérables. La Commune a été impliquée dans la réalisation de la 1^{ère} piste, la seconde piste a été réalisée par l'association de Bukinanyana et la 3^{ème} par une association des démobilisés.

- ✓ La Commune est intervenue dans la 1^{ère} phase (identification des bénéficiaires pour la réalisation des activités d'intérêt communautaire et à haute intensité de main d'œuvre).
 - ✓ Avant le projet, les ex-combattants avaient gardé le comportement des combattants mais grâce aux séances de sensibilisation réalisées tous les samedis ils ont eu l'occasion de changer de comportement.
 - ✓ La population de Bukinanyana pense que la sécurité est une affaire de tout le monde. Le projet nous a beaucoup aidés, chez nous ces histoires de banditismes n'existent pas.
 - ✓ Pour qu'il y ait pérennisation des acquis, il faudrait renforcer les capacités des ACE pour assurer l'accompagnement des associations avant ; pendant et après l'octroi du capital initial.
- **Joséphine, Conseillère Technique de l'Administrateur de Mabayi**
 - ✓ Dans notre Commune, seule une association a bénéficié du projet car il n'y a pas beaucoup d'adultes associés. L'association connaît des problèmes de gestion et de suivi. 2 microprojets ont été développés : réhabilitation d'une piste et d'un collège. Après les activités HIMO, l'association a reçu un appui pour exploiter un élevage des poules qui a permis aux AA d'entrer dans la vie économique leur mauvais comportement d'avant a été oublié.
 - **Béatrice, Administrateur de Rugombo**
 - ✓ Dans notre commune, le projet a appuyé la réhabilitation des pistes, un micro projet pour la fabrication des briques, et le reboisement.
 - ✓ La réinsertion économique et les séances de sensibilisation organisées à la fin de la semaine a rendu possible la cohabitation pacifique.
 - ✓ 5 associations ont été appuyées (élevage des poules, culture de riz...). Mais nous avons des inquiétudes pour la poursuite des activités une fois le projet terminé car les associations ne maîtrisent pas les principes de bonne gestion. Un renforcement des capacités dans ce domaine est nécessaire



- **Sibomana Alexis, Conseiller Principal Commune Buganda**
 - ✓ Le renforcement des capacités en gestion est nécessaire car certains membres n'étaient pas habitués à travailler en association. Ils pratiquaient le principe « chacun pour soi et Dieu pour tous, mais aujourd'hui, ils travaillent ensemble dans les associations. Il faut tenir compte aussi des mauvaises conditions de vie de la population, de l'esprit du "Chacun pour soi" qui peuvent être à la base d'une mauvaise gestion.
 - ✓ L'entente est aujourd'hui possible, les Ex Combattants disent : « Nous étions dans la brousse pendant des années et n'avons pas de bananerais. C'est pourquoi nous allions voler. Mais maintenant ils pratiquent l'élevage.
 - ✓ Le renforcement des capacités en gestion est nécessaire. Les gens qui habitent dans le site de Gateri (Rapatriés, Déplacés, démunis) par exemple ont une vie difficile.
- **(Rose NDIHOREYE, Commune Murwi)**
 - ✓ Permettez-moi de m'exprimer en kirundi. Je suis nouvellement nommée, les réalisations du projet sont visibles : réhabilitation de 2 pistes, de 3 marchés et d'un terrain de sport. Des appuis complémentaires sont nécessaires pour renforcer ce qui a été fait : canalisation pour les pistes, faire participer la Commune pour l'encadrement des associations...A cause de la pauvreté, les membres des associations peuvent être tentés de vendre. Un encadrement par la Commune **est** serait bénéfique.
- **Secrétaire Commune Mugina**
 - ✓ Beaucoup d'associations ont été initiées (culture de riz, élevage de poules et de chèvres). Des travaux d'intérêt communautaires ont été réalisées par les Ex-combattants et les

vulnérables (réhabilitation des pistes, traçage des courbes de niveau, aménagement du marché centre de santé, marché moderne).

- ✓ Ces appuis ont renforcé également la Commune qui a vu ses recettes augmentées (3.000.000 sur une année grâce au marché moderne). Nous avons parlé d'une cohésion sociale mais nous proposons de renforcer aussi les capacités des démobilisés car le projet a s'est focalisé plus sur les Ex-combattants.

Membres des CCDC

- **Pierre/CCDC Mugina**
 - ✓ Le projet a fait un travail estimable. La Commune a aussi tiré profit : désenclavement avec la réhabilitation des pistes, traçage des courbes coupes de niveau, aménagement d'un marché moderne qui a augmenté les recettes de la Commune.
 - ✓ Des séances de sensibilisation ont été organisées (résolution pacifique des conflits...).
 - ✓ L'encadrement a permis la réinsertion sociale et économique du groupe cible, en témoigne le comportement louable qu'ils ont adopté à la fin des élections.
- **Christophe/Président CCDC Murwi**
 - ✓ Le projet a été bénéfique, économiquement et socialement. Les démobilisés et les ex-combattants ont été regroupés en associations qui leur ont procuré un revenu.
 - ✓ La Commune a aussi gagné : les pistes ont désenclavé certaines parties qui étaient inaccessibles. Il n'y avait pas de terrain de football et le projet en construit, 2 marchés ont été réhabilités et un pont reliant Murwi et Bubogora. Contraintes : le terrain de football n'est pas praticable à 100% car il n'y a pas de gazon, le pont reliant Murwi et Bubogora est en matériaux non durables. Il n'est pas praticable à 100% car il n'y a pas de gazon. Globalement nous apprécions positivement le projet.
 - ✓ Je n'ai pas bénéficié de formation en gestion des conflits mais la cohésion est satisfaisante. Le fait de regrouper les groupes cibles en association a rendu possible le changement de mentalité.
- **Sindayigaya Jean, CCDC Buganda**
 - ✓ J'ai vu le démarrage du projet. Avant on ne croyait pas qu'un ex-combattant pouvait être en entente avec la population d'accueil. Nous apprécions beaucoup le projet pour le gain social et économique : 35 maisons ont été construites pour les rapatriés, reboisement, activités génératrices de revenu...
 - ✓ Je suis vétérinaire et j'encadre beaucoup d'associations d'élevage, à la fin du projet les associations seront toujours encadrées. Elles ont beaucoup de chance de survivre.
 - ✓ Moi je suis souvent sollicité pour l'encadrement vétérinaire
- **Pierre Claver Ng. (CCDC Mabayi**

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

- ✓ Nous n'avons pas beaucoup d'ex-combattants dans notre Commune mais ils avaient un mauvais esprit, ils voulaient prendre tout par la force. Grâce aux séances de sensibilisation, ils ont changé petit à petit.
- ✓ 1 piste a été réhabilitée même si elle n'a pas atteint la longueur prévue. Les fonds ont été épuisés avant. Certaines contraintes ont été observées : système de paiement pas bien organisé, les frais de déplacement étaient insuffisants pour les CCDC. Je percevais 3000F/jour alors que je devais mettre 2 litres d'essence dans ma moto.
- **Président CCDC Rugombo**
 - ✓ C'est un bon projet surtout pour les démobilisés. Ce n'était pas des gens ordinaires mais presque des animaux. Je restais tout le temps avec eux surtout pour les séances de sensibilisation de samedi. Je suis satisfait de voir qu'ils ont recouvré un cœur humain et qu'ils ont pu se mettre en association avec les autres.
 - ✓ Les frais de suivi étaient insuffisants si on considère qu'on devait parcourir plus de 20 km.
 - ✓ Nous regrettons de n'avoir que 5 associations, maintenant que les bienfaits d'être en association sont visibles, les non bénéficiaires regrettent de ne pas en faire partie.
 - ✓ Avant les conflits étaient réglés de façon douteuse, après il y a eu un changement grâce aux formations, les encadreurs avaient un bagage suffisant pour gérer les conflits. Le projet a eu un impact mais il est nécessaire de poursuivre l'encadrement car les mauvaises habitudes pourraient resurgir.
- **CCDC Mugina**
 - ✓ Certaines associations vont continuer, d'autres vont disparaître. Nous nous inquiétons pour les associations agricoles qui travaillent sur les terres louées. Les associations d'élevage n'ont pas ce problème. Il n'y a pas de problème de marché ni de banditisme
- **CCDC Mabayi**
 - ✓ L'élevage de poule n'a pas marché à Mabayi car il fait très froid. Il faut associer les CCDC dans le choix et le suivi des microprojets car les encadreurs sont rarement auprès des associations. Je viens de découvrir aujourd'hui seulement que les associations ont d'appuis financiers !

- **CCDC Mugina**

- ✓ Moi j'ai été informé ! Même pour les formations nous avons été associés.

Bénéficiaires Directs et Indirects



- **Come Niyonsaba, Démobilisé de l'Association Humura de Ndava**

- ✓ Nous sommes rentrés sans rien ! Nous étions mécontents contre ceux qui nous ont fait travailler pour rien et contre le gouvernement qui ne fait rien pour nous. Avec le projet, nous avons eu un travail salarié : 3.000F/jour dont 1000F épargné. Nous avons une meilleure vision de notre avenir.
- ✓ Le projet ne devrait pas terminer car il nous remet ensemble ! Si le projet clôture nous avons mis de côté des économies et nous allons poursuivre nos activités. Mais vous savez qu'un enfant sevré a besoin d'une nourriture spéciale jusqu'à ce qu'il grandisse !
- ✓ A part l'élevage des poules pondeuses, nous cultivons aussi le riz. La construction du poulailler a commencé en aout 2010 et les poules ont été achetées il y a 3 mois.
- ✓ Quand les autres voient comment nous avons changé ça les aide à changer aussi. Dans nos causeries avec eux, nous les encourageons aussi à changer. Nous sommes perçus comme des modèles.
- ✓ Pour gérer les conflits internes, nous avons un comité de 7 personnes qui étudie et propose des solutions à l'A.G. Le projet nous réunissait tout le samedi pour des formations en gestion de projet, résolution pacifique des conflits, etc...
- ✓ Nous ne collaborons pas beaucoup avec les administratifs. Nous recevons l'appui d'un vétérinaire que nous payons.

- **Association Dushigikirisuka**

- ✓ Le projet nous a promis une décortiques de riz. Notre association cultive 2 Ha et nous avons récolté 8 tonnes. Nous comptons étendre la culture sur 5 Ha...

- **Agence Communautaires d'encadrement de Ndava/3persnnes**

- ✓ Toutes les activités ont été réalisées même si tous les objectifs n'ont pas été atteints à 100% : nous avons par exemple 10 2 Ha en vue d'avoir 12 tonnes de riz, la récolte a été de 11 tonnes.
- ✓ Le projet a commencé avec les ex-combattants pour la réhabilitation des infrastructures endommagées par la guerre, ce qui est une chose louable. Avec les séances de sensibilisation de samedi, nous avons noté un changement de comportement des ex-combattants.
- ✓ Le projet a développé des microprojets : culture de riz, élevage de poules, de caprins...où les différentes catégories étaient ensemble. La vie sociale en est changée.
- ✓ Le projet P3P a contribué à la pacification entre les Adultes Associés, les Ex-combattants et les vulnérables de la communauté d'accueil et au relèvement communautaire pour que la communauté, la zone et la commune marche au même pas. Un démobilisé qui voyait quelqu'un manger deux fois par jour grinçait des dents. Avec le salaire distribué grâce aux travaux de réhabilitation, il y a eu une lueur d'espoir, une autre vision, un changement de comportement... un désarmement des esprits en quelque sorte.



- ✓ Les bénéficiaires du projet subviennent à certains besoins fondamentaux : se procurer les semences, scolariser les enfants, construction de maisons, achat d'une parcelle pour cultiver, achats de chèvres en dehors des associations ; bref participer à la survie de leur famille.
- ✓ Cela a contribué à améliorer la sécurité. Avant la population craignait les Ex-combattant comme on craint une bête sauvage. Aujourd'hui, ils sont perçus en tant qu'être humain !
- ✓ Les gens pensent que le projet a clôturé avant terme, qu'il fallait augmenter sa durée. Il y a des bénéficiaires qui n'ont pas adhéré aux associations, maintenant ils regrettent. Y-aura-il une seconde chance pour eux ?
- ✓ Les 6 associations de la Communes sont toujours fonctionnelles.

FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX - BURUNDI

- ✓ L'administration collabore avec les bénéficiaires du projet. Elle fait le suivi et donne des conseils. Même la parcelle pour le poulailler a été attribuée par l'administration.

- **Un Ex-Combattant/ Association de riziculteurs de Rukana.-1^{er} Groupe**

- ✓ Nous avons bien accueilli le programme. Nous venions d'un mauvais endroit, nous étions pauvres. En quittant nous avons peur de la population restée à la colline. Avec le projet, nous nous sommes sentis de nouveau "Enfants du pays"
- ✓ Nous n'avons pas connaissance d'autres projets ayant mis ensemble les différentes catégories. Les objectifs du projet P3P étaient : rassembler les vulnérables et les ex-combattants, assurer leur accueil, apaiser les cœurs pour qu'ils ne retournent plus au maquis. Avant nous avions "nos pensées", ils avaient " leurs pensées" ! Aujourd'hui grâce aux séances de sensibilisation suivies à Cibitoke, il y a eu échange d'expérience. Le PNUD nous a aidé pour la réunification.
- ✓ Dans notre association, personne n'a quitté. Le projet nous a édifiés, on se conseille mutuellement. Nous sommes à l'action et n'avons plus le temps pour autre chose. Même si on voudrait s'écarter du droit chemin, l'association nous rappelle à l'ordre. Nous nous conseillons mutuellement.
- ✓ Les administratifs passent nous voir et donnent divers appuis (pesticides...) mais ils arrivent rarement. Les agronomes appuient surtout les cultivateurs de tomates mais comme leurs services sont payés ils viennent chaque fois que nous les sollicitons.
- ✓ Au début nous avons cultivé 2 ha, puis 5 ha nous comptons aller jusqu' à 8 ha.
- ✓ Nous avons essayé plusieurs métiers (élevage...) et nous avons trouvé que la culture du riz est rentable rapidement et les prix ne cessent de grimper.
- ✓ S'il y a d'autres intervenants nous pensons pouvoir progresser.
- ✓ Sans intervention extérieure, nous pouvons aussi faire quelque chose. Une réunion a eu lieu et il a été décidé qu'après la récolte des 5 Ha nous allons acheter une décortiqueuse.

- **Une femme/ Association de riziculteurs de Rukana.- 2ème Groupe**

- ✓ Le projet nous a aidé à ouvrir nos têtes. Les femmes d'habitude s'auto excluent. Nous ne pensions pas pouvoir causer un jour avec les ex-combattants. Leurs mauvaises habitudes du maquis ont diminué et nos peurs ont diminué aussi.
- ✓ Nous avons reçu des crédits qui nous ont rendu autonomes, nous ne quémardons plus auprès de nos maris.
- ✓ Le projet s'appelle "Le projet de consolider le pays en mettant ensemble les ex combattants et les vulnérables de la population d'accueil." Aujourd'hui nous travaillons ensemble dans les associations et nos revenus ont augmenté.
- ✓ Les non bénéficiaires du projet en profitent aussi indirectement : notre production contribue à réduire les pénuries et tout le monde peut acheter. Ceux qui ont des décortiqueuses ont un marché, d'autres personnes achètent et revendent le riz. Les autres nous observent et sont étonnés par notre entente, ils ont envie d'être comme nous.

- ✓ Les mésententes arrivent rarement car les autres membres interviennent vite pour calmer le jeu. Nous n'avons jamais eu de vrai conflit car nous mettons en pratique les consignes données lors des formations (entente, respect mutuel, connaissance du règlement de l'association...).
 - ✓ Si jamais il y a conflit, nous allons recourir aux Agences Communautaire d'Encadrement (Comme Samuel par exemple).
 - ✓ Par rapport à l'Administration, nous sommes plus mobilisables car nous sommes organisés.
 - ✓ Nous sommes satisfaits de nos résultats : nous avions planifié de récolter 20 tonnes sur 2 Ha nous avons eu 15 tonnes.
 - ✓ Ce qui a changé dans nos vies : nos familles mangent, elles sont habillées et nos enfants vont à l'école.
 - ✓ Aujourd'hui nous serrons la ceinture pour ne pas entamer le capital mais nous savons qu'un jour nous allons distribuer ce qui est au delà.
 - ✓ Si nous pouvions avoir la décortiqueuse, nous pourrions augmenter nos bénéfices.
 - ✓ Nous savons qu'il y a un autre projet d'UNIFEM qui a aidé les gens à améliorer leurs relations.
- **Les non bénéficiaires de Rukana (Rugombo)**
 - ✓ Nous ne connaissons pas le projet, nous avons seulement vu les personnes travailler. Ca ne nous concernait pas !
 - ✓ Il y a eu quand même un changement dans la communauté : un ex-combattant inoccupé constitue un danger. La faim est mauvaise conseillère. Quand on leur a donné un travail, ils ont pu nourrir leurs enfants, donné un habit à leur femme. Nous demandons à ce que de tels projets continuent. Les membres des associations ont des crédits et ont les possibilités de travailler. Nous, nous n'avons pas beaucoup de besoin, de petits crédits nous soutiendraient beaucoup. Nous avons nos bras et avons besoin de fumure seulement. Les Coopecs ne peuvent pas nous servir tous, les besoins sont nombreux. L'engrais coute de plus en plus cher et le prix du riz augmente mais au moins la production est disponible.
 - ✓ Les ex-combattants ne retournent pas au maquis, chez nous la sécurité est totale.
 - ✓ Je bénéficie aussi de leur travail car je peux aller acheter ce que les associations ont produit.
 - ✓ Le projet s'est occupé plus des ex-combattants, nous demandons des programmes pour les autres vulnérables qui ont regagné les communautés.
-
- **Yves / ACE pour les Riziculteurs et bénéficiaires des maisons de Gateri**
 - ✓ Nous remercions le projet P3P qui depuis le début appuie les ex-combattants et la population d'accueil. Beaucoup de réunions ont été tenues qui sont à la base du changement de comportement des ex-combattants. Ils s'adonnent de plus en plus aux activités d'auto développement. Leurs parents, leurs épouses peuvent en témoigner.
 - ✓ L'épargne mise de coté chaque mois a permis à ceux qui ne se sont pas mis en associations de se construire une maison, d'initier la culture de tomates...En tant qu'ACE, dans le village de Gateri nous avons rencontrée des gens dans les association qui comprennent que(?). Les vulnérables font une longue marche pour récolter leurs propres biens, sans le projet et la volonté des bénéficiaires rien n'aurait été possible. Maintenant les femmes ne vont plus mendier.

- **Président Association Dufatanemunda**

- ✓ Les activités avancent bien. Avant Gateri, nous avions de grands problèmes, nous vivions de subsides du MSNDPHG. La mise sur pied des associations a remis les gens au travail journalier (culture de riz. Nous avons dépassé le stade de mendicité, nous pouvons nous mettre ensemble pour planifier notre avenir. Aujourd'hui, 9 associations sont appuyées par le PNUD (élevage, production de savons...
- ✓ Il y a beaucoup d'autres associations qui n'ont bénéficié d'aucun appui.
- ✓ A part le PNUD, nous connaissons d'autres interventions du MSNDPHG et du Caritas qui venaient en appui aux femmes. (D'après Vincent/ONUFEMMES, il s'agit en réalité d'appuis du projet PBF/Femme).
- ✓ C'est bien d'appuyer ceux qui n'ont pas bénéficié du projet P3P mais un enfant demande toujours appui à ses parents. Nous pourrions avoir besoin d'agrandir nos projets. Mais il y a aussi d'autres associations qui ont besoin d'être appuyer.
- ✓ Je ne pourrais pas dire assez merci. Je voudrais me lever et danser pour exprimer ma joie ! Avant, nous étions malheureux. Nous comprenons qu'il ne faut pas grignoter le capital mais nous devons travailler fort. Les associations non bénéficiaires voudraient être comme nous.
- ✓ Nous voudrions aider les autres associations mais quand une mère met au monde un premier enfant, elle n'a encore rien vu ! C'est à la naissance du 2^{ème} enfant qu'elle peut témoigner des difficultés d'une grossesse. Nous n'avons pas encore fait du chemin pour pouvoir aider les autres !
- ✓ Nos projets : si nous avons nos propres parcelles, nous allons diversifier nos cultures (fruits, arbres...). Nous aimerions que nos enfants puissent plus tard être fiers de nous !
- ✓ Aucun de nous n'a quitté l'association, nous sommes occupés à nous développer.
- ✓ Pour les soins de santé nous parcourons 2 km pour aller à Mudugudu (Province Bubanza), seul Centre de santé qui accepte les cartes d'assurance maladie délivrées par la Commune.
- ✓ Nous ne serons pas découragés. Les choses marchent bien et ça nous encourage. Nous n'allons pas abandonner.
- ✓ Les administratifs ne viennent pas souvent donner un appui. Maintenant que c'est la récolte, nous n'avons pas besoin d'encadrement. En recourant aussi de moins en moins aux services des agronomes. Nous avons beaucoup appris et nous savons comment procéder.
- ✓ Après le travail nous faisons des réunions et nous prenons des PV. Nous nous voyons au moins 2 fois par mois. A chaque fin d'un travail, nous évaluons et nous décidons de la meilleure façon de continuer.
- ✓ Des contraintes ? Au mois de juillet-août, la pluie nous a surpris en pleine saison sèche et a endommagé notre récolte. Heureusement que nous avons pu avoir quelque chose que nous gardons comme semence. Nous allons recommencer !
- ✓ Le travail actuel est rentable mais pour diversifier, nous allons acheter un moulin et monter une boutique tout en continuant le travail actuel.
- ✓ Nos relations avec les ex-combattants non bénéficiaires : je donne des conseils et je suis écouté.

- **Une femme de l'association Dufatanemunda**

- ✓ Il y a des personnes à qui nous demandons d'adhérer aux associations et qui refusent. Pour le moment nous serrons la ceinture et je marche de km et des km pour aller chercher à manger car il ne faut pas toucher sur notre capital. Mais je sais qu'un jour nous allons avoir un bénéfice et pouvoir nous acheter un pagne
 - ✓ Si nous avons une décortiqueuse nous augmenterions notre bénéfice. Nous sommes des femmes et un jour un des nos garçons à qui nous demandons d'aller décortiquer pour nous pourrait être tente et s'envoler avec le produit de notre sueur !
 - ✓ Solidité des maisons construites ? PARESI a construit 200 maisons, P3P en a construit 35 d'un salon et de 2 chambres. Elles sont très solides.
 - ✓ Votre stock ? Avec notre champ de 4 Ha nous comptons récolter 24 tonnes de riz.
-

POINTS DE VUE DES INTERVIEWES GITAZA – BUJUMBURA RURAL

1. Rencontre avec les Administrateurs communaux et les CCDC

- **Administrateur Kabezi**

- ✓ Le P3P est un projet satisfaisant mais les **vulnérables** n'ont pas terminé la construction des maisons. La dernière tranche du paiement n'a pas été effectuée. Sinon tout le monde a apprécié.
- ✓ La construction de 11 maisons pour les vulnérables dans la Commune Kabezi a amélioré leur conditions de vie tout en favorisant une bonne cohabitation. Avant, certains d'entre eux vivaient dans des salles communes

- **Vice Présidente CCDC Muhuta et Conseillère du Gouverneur**

Quatre interventions du projet :

- ✓ 21 Déplacés ont été ciblés par le projet : 15 ont terminé leurs maisons dans leurs communes d'origine, 4 se sont désistés et 2 n'ont pas terminé faute de moyens pour élever les murs. La demande reste forte, les ménages d'accueil disent qu'il y a des vulnérables avec des maisons dont les toitures laissent passer la pluie et d'autres vulnérables qui ne sont pas du tout appuyés.
- ✓ 40 Ha de la montagne Batoza dans Gitaza ont été reboisés. C'est une Commune qui a été très touchée par la crise. L'intervention a permis de restaurer l'environnement
- ✓ Construction d'une école qui n'est pas encore terminée.
- ✓ Une école réhabilitée avec 4 salles de classes et 1 bloc administratif.

- **Administrateur Commune Bugarama**

- ✓ L'aménagement de l'eau potable a été effectué. La Commune était Maître d'ouvrage et elle a recruté les démobilisés et les femmes. Cela a amélioré la cohésion sociale. La population a été mobilisée et a contribué gratuitement. Les comités de suivi ont été mis sur pied pour protéger les bornes fontaines.
- ✓ Une association a été choisie pour faire la sensibilisation avant, pendant et après la fin des travaux. Le reboisement du site Sasa sur 40 Ha a mis ensemble les démobilisés de 3 Communes. Actuellement ils effectuent un travail de sarclage. Le travail a permis de délimiter le domaine de la Commune au moment où des particuliers voulaient s'en approprier
- ✓ Composition des associations ? Les associations regroupent généralement les différents groupes (démobilisés, déplacés, rapatriés...) L'association des femmes de Muhuta était habituée au séchage de poissons avec l'appui de l'UNIFEM (Projet PBF Femme). Elle a intégré un groupe de démobilisés qui a rejoint l'association. Une convention de travail permet de régler le mode de collaboration.

- **Administrateur Commune Bugarama)**

- ✓ Nous avons un problème lié à la proximité avec le lac. Pour régler les conflits, il y a les instances habituelles, l'administration communale et l'Agence des Nations Unies FAO (?).
- ✓ La Commune Bugarama n'a pas construit pour les déplacés, les rapatriés n'ont rien reçu et les rapatriés de 1972 ont trouvé leurs parcelles occupées par d'autres. ...
- ✓ Avec le capital acquis dans les activités HIMO et le renforcement des associations qui en résulte, les bénéficiaires ne peuvent pas retourner en arrière. Dans Bujumbura Rural, on détruisait même les infrastructures communautaires. Grâce à la sensibilisation, les feux de brousse ont diminué, il y a un attachement et un respect de la chose publique, il y a eu harmonisation de la vision. L'épargne continue permettra de pérenniser les acquis au-delà du projet.

- **Commune Kabezi)**

- ✓ Nous avons construit pour les déplacés mais les rapatriés n'ont pas où habiter. Il faudrait augmenter le nombre de vulnérables réinsérés.
- ✓ Mettre ensemble les démobilisés et les autres est un grand défi, même les démobilisés ne s'entendent pas entre eux car ils proviennent de groupes différents. Avec le travail en commun, on arrive à de changements. Dans les comités de sécurité les démobilisés sont actifs.

- **Présidente Association Dushigikirane de séchage et commerce du poisson**

- ✓ Notre association regroupe les femmes vulnérables, les démobilisés et les rapatriés. L'association nous rassemble, nous sommes au nombre de 70. Le projet avait promis des bâches et un congélateur mais ils ne sont pas arrivés. Ici il n'y a pas beaucoup de poissons, nous nous approvisionnons à Rumonge et Nyanza Lac, c'est là où il y a beaucoup de poissons.

- ✓ Evolution de l'association : en 1998, les femmes d'ethnies différentes se sont mises ensemble. L'association a bénéficié de divers appuis (DAPA...). En 2007, l'appui de UNIFEM (projet PBF Femme) a renforcé notre capital. En 2010, l'association s'est agrandi avec l'intégration de 45 rapatriés. Nous avons séparé le capital de l'ancienne association de celui de l'association agrandie.
 - ✓ Nous faisons face à un problème de marché acheteur et fournisseur car la concurrence est très rude. Les alimentations de Bujumbura ont des fournisseurs au Marché Centrale. La FAO a promis un véhicule pour faciliter l'approvisionnement.
-

Interview avec l'autorité du Ministère de tutelle

M. Célestin Sindibutume, DG Réintégration, du rapatriement au MSNDPHG

- ✓ C'est un projet qui a été conçu dans le cadre de la réintégration pour apporter des appuis aux populations affectées par le conflit dans une zone qui jusque là n'avait pas bénéficié d'appuis à cause de la persistance de l'insécurité dans les provinces de Bubanza Bujumbura et Cibitoke.
- ✓ Une autre personne a suivi le début du projet et moi j'ai été interpellé à la dernière minute pour y prendre part.
- ✓ Lors de notre descente après la clôture du volet PBF du projet, nous avons alors constaté que certaines activités notamment des infrastructures n'étaient pas achevées et nous pensons aujourd'hui que cela a été finalisé avec les financements additionnels (internes/externes) mobilisés par le PNUD notamment les fonds BCPR et du Gouvernement Japonais.
- ✓ En affectant un VNU International au Secrétariat à la Coordination du Groupe Sectoriel relèvement communautaire, Rapatriement et Réintégration (GSRRR) cis au MSNDPHG, le projet a appuyé le ministère en termes de renforcement des capacités pour son personnel. Il y a eu une amélioration de la qualité du travail du secrétariat et l'appui a aussi touché d'autres services du Ministère dans la gestion des données en particulier la Direction générale chargée du rapatriement et de la réintégration.
- ✓ Le projet a aussi équipé le bureau de ce secrétariat en matériel de bureau, en outil informatique et consommables, en moyen de communication (ligne téléphonique) et en connexion internet.
- ✓ Il y a aussi un projet de doter du Ministère d'un site web pour la publication de ces activités.
- ✓ On note aussi que certains besoins exprimés sont toujours en suspens ; il s'agit notamment de :
 - La demande d'un véhicule pour appuyer le secrétariat à la coordination au niveau central et décentralisé,
 - La demande de formation en informatique pour les cadres du Ministère.
- ✓ S'agissant de la pérennisation des acquis du projet, on n'a pas encore préparé le retrait définitif des appuis. Ce n'est pas facile de proposer une nouvelle rubrique pour financement et le faire rentrer dans les frais de fonctionnement du Ministère, mais nous allons travailler avec d'autres partenaires.
- ✓ Si les formations et les demandes formulées dans le cadre du projet sont toutes satisfaites, nous pensons que le ministère se sera doté de bases solides pour la pérennité des acquis.

- ✓ Nous pensons aussi mettre à profit le financement du nouveau programme PBF Réintégration qui a prévu de nous appuyer.
- ✓ Nous allons partir des leçons apprises et nous pensons que nous pourrions améliorer ce qui n'a pas bien marché dans le projet et combler les lacunes constatées.

POINTS DE VUE DES INTERVIEWES : Axe Bubanza

Administration :

• **Gouverneur de la province Bubanza**

- ✓ Le projet a largement rempli sa mission. Nous sommes satisfait des appuis du projet P3P qui a entre autre permis aux populations vulnérables comme les veuves chefs de familles de Muyange II d'avoir un logement décent alors qu'ils dormaient presque à la belle étoile. Maintenant le réseau routier est amélioré après le service de reconstruction communautaire (SRC). Le projet a aussi initié l'entrepreneuriat local pour les bénéficiaires à travers l'épargne des revenus obtenus des travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). Les associations dynamiques formées dans le cadre du projet comme celles de la Commune de Musigati ont bénéficié des retombées du projet qu'ils ont pérennisé. Tout au long de la mise en œuvre du projet, l'administration provinciale a été associée. Le projet a renforcé la cohésion sociale entre les communautés à travers les associations mixtes formées dans le cadre de la mise en œuvre. Nous sommes contents que nous ne sommes sollicités que pour les cas rares de non observance de l'application des décisions judiciaires. La plupart des conflits en grande partie fonciers sont réglés (règlement à l'amiable/conciliation) au niveau local par les élus collinaires. Ceux-ci ne s'occupent que des conflits civils, ceux relevant du pénal sont traités par les juridictions compétentes.

• **Gouverneur de la Province de Bujumbura rural :**

- ✓ J'ai particulièrement apprécié l'adduction d'eau (besoin réel) à Bugarama et l'amélioration de l'habitat dans la province. Même si on a eu peu de bénéficiaires au retour volontaire des déplacés sur leur terres (11), le projet a introduit une approche communautaire de cohésion sociale avec ceux qui sont restés sur les collines. Dans les collines accidentées de Bujumbura rural, le reboisement de près de 90 Ha dans les communes de Bugarama, kabezi et Muhuta ont contribué à la réduction de l'érosion, à la protection des terres et à l'augmentation de la production agricole. Aussi, le projet dans notre province, nous avons besoin d'appuis pour la réhabilitation du réseau routier, renforcer le secteur agro-pastoral, créer de l'emploi pour les jeunes (70% de chômage) en particulier pour les RDExC.

• **Administrateurs communaux (Bubanza, Musigati, Rugazi et Mpanda)**

- ✓ On a favorablement accueilli les appuis du projet **PBF Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke** qui ont apporté un appui à la réintégration des adultes

associés au sein des communautés d'accueil. On a été impressionné de la formation des associations regroupant toutes les catégories de vulnérables. Au delà de l'aspect entrepreneurial local, se sont des cadres importants de dialogue communautaire et de renforcement de la cohésion sociale. Avec les revenus gagnés avec le SRC, les bénéficiaires ont pu subvenir aux besoins fondamentaux de leurs familles (nourriture, santé, éducation,...) et certains ont pu investir à long terme en achetant des terrains à cultiver. Les animaux d'élevage distribués à travers les chaînes de solidarité ont contribué au repeuplement du cheptel et à l'augmentation de la production agricole. Les travaux de construction/réhabilitation des infrastructures ont été confiés aux communes. Cela a renforcé nos capacités techniques et administratives en termes de la gestion de micro projet. Et pour pérenniser les acquis des projets, des comités de gestion des infrastructures ont été créés dans certaines communes comme à Bubanza, Mpanda, Rugazi.

- **Administrateur d'Isale - Pontien Barutwanayo**

- ✓ A travers les manifestations culturelles et sportives, le projet a renforcé la cohésion sociale des populations. Cela a permis aussi d'initier des cadres pérennes d'encadrement de la jeunesse pour éviter les manipulations politiciennes. A ce titre la province a besoin d'appui pour se doter des infrastructures sportives ; aucun terrain de Volley-ball et de basket-ball. Dans une province de 85 000 habitants et plus de 400 démobilisés, c'est évident que les conflits surtout fonciers ne peuvent pas manquer mais les séances de cohésion sociale ont jeté des bases solides pour gérer ce genre de problème. L'exemple est celui du site des déplacés de Kigezi qui tend à se transformer en Village de paix. Les propriétaires des maisons ont des papiers de possession des terres qui leur ont été octroyés ; ils sont près des services sociaux de base (écoles, administration, centre de santé, eau potable, ..).

- **Les présidents des PCDC et CCDC :**

- ✓ Nous avons positivement apprécié les appuis du projet **PBF Appui à la réintégration socioéconomique des populations affectées par les crises et au relèvement communautaire dans les provinces de Bubanza, Bujumbura rural et Cibitoke** qui a d'abord renforcé les capacités de nos membres en termes de gestion de micro projet. L'entrepreneuriat local a été initié pour les bénéficiaires et continue aujourd'hui après la clôture du projet. Ce qui montre que l'entrepreneuriat local était une priorité. Le projet a renforcé le mouvement associatif et la cohésion sociale dans la zone d'intervention. Les animaux d'élevage distribués dans le cadre des chaînes de solidarité communautaire pour le repeuplement du cheptel ont contribué à l'amélioration des conditions de vie dans les ménages et à l'augmentation de la production agricole. La réhabilitation des pistes rurales a permis l'accès aux services sociaux de base et facilité l'échange de marchandises. Aujourd'hui on note des efforts dans la scolarisation grâce aux appuis du projet et les populations vont se faire soigner dans les structures de santé sans parcourir de longues distances. Ils sont sensibilisés sur l'hygiène et l'assainissement. Dans certaines localités comme Rugazi, le reboisement a fortement diminué l'érosion et augmenté la production agricole. De plus, les animaux d'élevage vont générer un flux monétaire à travers le commerce.



La résolution des conflits passe par les élus collinaires. On note aussi un appui des conseils familiaux et l'appui des facilitateurs de la Commission Nationales des Terres et autres Biens (NCTB) et des Organisations non Gouvernementales comme Accord.

- **Représentants des bénéficiaires :**

Association twitunge tugwize umwimbu, Kora dutere imbere et DAGROPAS: Ntunzwenimana Tatien et Ndayikeza Déo et Ntahombaye Abel

- ✓ Si on regarde d'où nous venons, on est contents des appuis du projet P3P qui nous a orientés positivement pour la cohésion sociale et la relance socio économique. Au départ nous ne voyions pas le but du projet et c'est en cours de mise en œuvre qu'on en a connu les bienfaits. On a eu des revenus et on nous a mis ensemble pour renforcer nos capacités et nous grouper en associations productives. Le projet P3P est arrivé au bon moment où il fallait appuyer les adultes associés au FNL. On a sensiblement amélioré nos conditions de vie, j'ai un logement décent et je suis respecté dans mon entourage. Une partie de nos revenus est destinée à appuyer les mamans vulnérables. Nous avons acheté un terrain pour 50 000Fr au marché local et nous comptons y installer soit un moulin ou une décortiqueuse.
- ✓ Il y a eu des mécontentements parce que le projet n'a pas appuyé tous les vulnérables, et il y a aussi des bénéficiaires qui ont arrêté les activités en cours.
- ✓ Les associations d'encadrement ont été choisies en tenant des avantages comparatifs. Par exemple, non association travaillait déjà dans le domaine de résolution pacifique des conflits et de la promotion du désarmement volontaire des populations civiles. Nos capacités de gestion ont été renforcées et nous avons amélioré le partenariat avec nos bénéficiaires. Aujourd'hui nous savons justifier l'utilisation des fonds reçus.

Les bénéficiaires des 75 maisons construites dans le Site Muyange II, Mme Ndikumana Marie Rose, séparée, 6 enfants – Bakama Mélanie, un enfant

- ✓ Nous sommes très contentes d'avoir eu des maisons parce que certains dormaient à la belle étoile ou dans des huttes en paille à la merci du vent. Quand la pluie tombe on peut recueillir l'eau des toitures et cela nous aide parce qu'on puise l'eau potable à 15 km. Mais cela attire la jalousie de ceux qui sont encore dans des huttes. A travers le SRC on a gagné des revenus qui nous ont permis de subvenir aux besoins de nos enfants.



- ✓ Pour l'administration, **(Ntahomvukiye Jean-Marie, Chef de Zone Muyange II)** la première priorité est d'avoir de l'eau potable, d'étendre les interventions à d'autres vulnérables et de doter le site d'une école primaire et si possible d'un centre de santé.

Gahwazi I: Association Ikangure 2 (Elevage de chèvre) – Ndayirukiye Alphonse

- ✓ Nous avons commencé avec 31 chèvres et 2 boucs et maintenant on a doublé l'effectif. Nous allons vendre une partie, étendre l'activité et satisfaire aux besoins familiaux des membres. Aujourd'hui je parviens à manger deux fois par jour. Nous allons acheter un autre terrain pour une autre étable. Avec les revenus de notre élevage, nous parvenons à assurer une mutualité de santé pour nos membres. Aujourd'hui, nous sommes contents et avec le fumier nous allons améliorer notre production agricole. Au sein de notre Association toutes les décisions relèvent d'un processus participatif pour dégager un consensus.



Association de riziculteurs Girumwete – Mvuyekure Etienne (20 ans, Ecolier), et Mme Margeurité, 39 ans, 8 enfants – rapatrié de Tanzanie.

- ✓ C'est uniquement avec les appuis du projet qu'on a pu monter cette activité rizicole qui regroupe des adultes associés, des rapatriés, des démobilisés et des résidents. Après trois ans dans une rébellion maintenant j'ai repris les études et je parviens à prendre en charge mes 5 frères et sœurs. Le sentiment de satisfaction c'est aussi pour une femme chef de ménage qui parvient à subvenir aux besoins de ses 8 enfants grâce aux revenus tirés de la riziculture. Au cours de la première saison culturale, nous avons injecté 1 800 000Fr et on a eu 7 000 000 Fr. On rembourse la dette et on couvre les besoins de nos familles respectives. Nous comptons agrandir la superficie des terres que nous louons par saison culturale. Nous discutons avant de prendre des décisions et nous avons convenu ensemble de continuer l'activité.